

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 16, partie II de la Constitution

**Déposée par** M. Olivier DUHAMEL  
M. Caspar EINEM  
M. Ben FAYOT  
M. Luis MARINHO  
Mme Anne VAN LANCKER

**Qualité:** - Membres

Mme Pervenche BERÈS  
M. Maria BERGER  
M. Carlos CARNERO  
Mme Elena PACIOTTI

**Qualité:** - Suppléants

---

### **ARTICLE 16 : Procédure pénale**

Afin de renforcer la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des Etats membres et de garantir l'efficacité des instruments communs de coopération policière et judiciaire, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois et lois-cadre comportant des règles minimales portant sur:

- l'admissibilité des preuves dans l'ensemble de l'Union ;
- la définition des droits des personnes dans la procédure pénale dans le respect des droits fondamentaux ;
- les droits des victimes de la criminalité ;
- d'autres éléments spécifiques de la procédure pénale, qui seront identifiés préalablement par le Conseil, statuant à **la majorité qualifiée renforcée**, après avis conforme du Parlement européen.

---

### **Explication éventuelle:**

*Le Conseil ne peut pas adopter des lois, mais il peut, éventuellement, statuant à la majorité qualifiée renforcée, élargir, dans certains secteurs, les bases juridiques pour l'action de l'Union. Les Etats membres concluent déjà des accords, dans le cadre de la Convention de la Haye, sur de nombreux aspects du droit de famille qui ont un impact transnational.*